



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**2025-MAPA71**

### **Création de l'Hôpital de Jour du service de Médecine du Centre Hospitalier de Vaison la Romaine**

---

Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1, L 2124-3 et R 2123-1 du  
Code de la commande publique.

**Maître d'Ouvrage :**

Centre Hospitalier de Vaison la Romaine  
18 Grand Rue  
84110 Vaison la Romaine

Contact ☎ 04 90 36 57 73

Contact 💻 [b.point@ch-vaion.fr](mailto:b.point@ch-vaion.fr)

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1    Objet du marché .....	4
1.2    Allotissement.....	4
1.3    Intervenants .....	5
1.4    Evolution du marché .....	6
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1    Pièces particulières .....	7
2.2    Pièces générales.....	7
<b>ARTICLE 3 – DELAIS D’EXECUTION - PENALITES.....</b>	<b>8</b>
3.1    Délai d’exécution .....	8
3.2    Calendrier d’exécution des travaux.....	8
3.3    Prolongation du délai d’exécution .....	8
3.4    Pénalités pour retard .....	8
3.4.1    Retard dans le délai d'exécution des travaux.....	8
3.4.2    Retard dans le délai de remise des documents .....	9
3.4.3    Pénalités pour retard dans l’évacuation des déchets .....	9
3.4.4    Pénalités pour retard dans la levée des réserves .....	9
3.5    Pénalités pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives) .....	9
3.6    Exécution au frais et risques du titulaire .....	10
<b>ARTICLE 4 – PREPARATION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
4.1    Installation de chantier .....	10
4.2    Autres documents fournis avant, pendant et après exécution des travaux.....	10
4.2.1    Dispositions générales .....	10
4.2.2    Documents à fournir pour l’ouverture du chantier .....	10
4.2.3    Demande de plans.....	10
4.2.4    Documents à fournir en fin de travaux .....	10
4.3    Sécurité et hygiène du chantier .....	11
<b>ARTICLE 5 – PROVENANCE DES MATERIAUX.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 – PRIX .....</b>	<b>12</b>
8.1    Caractère du prix.....	13
8.2    Caractère révisable du prix .....	13
<b>ARTICLE 9 – PAIEMENT – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>14</b>

9.1	Mode de règlement.....	14
9.2	Décomptes mensuels .....	14
9.3	Décompte final.....	15
9.4	Intérêts moratoires .....	15
<b>ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - AVANCES .....</b>		<b>16</b>
10.1	Retenue de garantie .....	16
10.2	Avances forfaitaires.....	16
<b>ARTICLE 11 – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....</b>		<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 – EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>		<b>17</b>
12.1	Lieux d'exécution des travaux .....	17
12.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	17
12.3	Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail .....	18
12.4	Documents fournis après exécution.....	18
12.5	Gestion des déchets du chantier .....	19
<b>ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>		<b>19</b>
13.1	Généralités .....	19
13.2	Dispositions applicables aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) .....	19
<b>ARTICLE 14 – DELAI DE GARANTIE.....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 15 – ASSURANCES .....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 16 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 17 – DONNEES PERSONNELLES .....</b>		<b>21</b>
17.1	Obligation des parties .....	21
17.2	Obligation du sous-traitant.....	21
<b>ARTICLE 18 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>		<b>23</b>
<b>ARTICLE 19 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>		<b>23</b>
<b>ARTICLE 20 – VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DES SALARIES.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 21 – RESILIATION .....</b>		<b>24</b>
21.1	Cas de résiliation.....	24
21.2	Indemnité de résiliation .....	24
<b>ARTICLE 22 – ACCES AUX ETABLISSEMENT - IDENTIFICATION.....</b>		<b>25</b>
<b>ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG - TRAVAUX.....</b>		<b>25</b>

---ooo000ooo---

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent C.C.A.P. concernent la création d'un Hôpital De Jour du service de Médecine du Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine mentionnés en page de garde du présent document.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

L'obligation générale de résultat exigée au titulaire porte sur :

- la réalisation de travaux et prestations associées de qualité, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- Le respect de l'ensemble des exigences en matière environnementale et de développement durable telles que définies au présent marché, dans des conditions conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- Le fait de prendre en considération les changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des travaux et prestations associés réalisés.



### 1.2 Allotissement



Le marché est alloti comme suit :



N° Lot	Intitulé	Code C.P.V
00	Généralités Tous Corsp d'Etat	
01	Maçonnerie – Couverture	45262522 45261000
02	Etanchéité	45261420
03	Cloisons – isolation	45421152
04	Menuiseries extérieures aluminium	45421000
05	Menuiseries intérieures bois	45421000
06	Revêtements de sols souples	45430000
07	Peinture – Nettoyage – Revêtement mural	45442100

08	Electricité – Courants Forts – Courants Faibles - SSI	45310000 45343000
09	Plomberie - Chauffage - Ventilation – Climatisation	45331000
10	Ossature bois	45223200

### 1.3 Intervenants

<b>Maître d'œuvre</b>
<p>Sarl OPUS Architecture</p> <p>Représenté par M. Issanjou 20 cours Henri Fabre 84110 Vaison la Romaine</p> <p> 04 90 28 81 28  opus.archi@orange.fr</p>

<b>BET Structure</b>
<p>INGENIERIE 84</p> <p>Représenté par M. Baud BP 40217 84306 Cavaillon Cedex</p> <p> 06 17 72 61 08  christophe.baud@ingenierie84.fr</p>

<b>BET Fluides</b>
<p>ICOBAT</p> <p>Représenté par M. Foucher BP 61225 84911 Avignon Cedex 9</p> <p> 06 88 29 99 64  jean-philippefoucher@icobat.com</p>

#### **Bureau de contrôle**

DEKRA Industrial SAS

Représenté par Mme Himdy  
1914 Route d'Avignon  
CS 20210  
84320 Entraigues sur la Sorgue

☎ 06 23 83 57 21

💻 [asmaa.himdy@dekra.com](mailto:asmaa.himdy@dekra.com)

#### **Coordonnateur SPS**

DEKRA Industrial SAS

Représenté par Mme Hirschenhahn  
1914 Route d'Avignon  
CS 20210  
84320 Entraigues sur la Sorgue

☎ 06 19 68 58 41

💻 [florence.hirschenhahn@dekra.com](mailto:florence.hirschenhahn@dekra.com)

#### **Contrôleur SSI**

KALASA Concepts

Représenté par M. Gourlot  
110 Chemin de Tamaris  
84870 Loriol du Comtat

☎ 06 31 09 74 86

💻 [kalasa.got@gmail.com](mailto:kalasa.got@gmail.com)

### **1.4 Evolution du marché**

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et/ou similaires au sens des articles L.2111-7, article R2122-7, article R2122-4 du Code de la Commande Publique.

### **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations prévalent dans l'ordre de priorité énoncé à l'article 2.1 ci après.

## **2.1 Pièces particulières**

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'acte d'engagement ATTRI1
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et le CCTP des différents lots
- Le Cadre de la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (CDPGF) propre à chaque lot
- La grille de notation propre à chaque lot
- L'ensemble des pièces graphiques : plans architecte et technique
- L'attestation de visite des lieux obligatoire
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité (PGC)

A noter que le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) sera transmis aux candidats dès que celui-ci aura été finalisé par le bureau de contrôle.

## **2.2 Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'A.E.

Suivant le cas :

- 1) Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- 2) Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- 3) Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS - DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Économie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- 4) L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise à l'opération ;
- 5) En l'absence du CCS - DTU, les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
- 6) Normes de l'Association Française de Normalisation
- 7) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié après le 1er avril 2021 notamment l'arrêté modificatif en date du 29 décembre 2022 ;

La liste des documents constituant la réglementation en vigueur n'est pas exhaustive.

## **ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION - PENALITES**

---

### **3.1 Délai d'exécution**

La durée des travaux est estimée à **quatre** mois maximum, la période de préparation de chantier étant incluse dans ce délai global.

Ce délai court à compter de l'Ordre de Service de démarrage.

Le délai d'exécution des travaux sera conforme au calendrier d'exécution établi par le titulaire soumis au visa du maitre d'ouvrage.

Le délai global d'exécution du ou des marchés débute à sa date de notification et se termine à la fin de la durée de la garantie de parfait achèvement.

La date de notification correspond à la date de réception de la copie de l'acte d'engagement signé par le pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant d'attester de cette date avec certitude.

**Tous les travaux doivent être terminés le plus tôt possible.**

### **3.2 Calendrier d'exécution des travaux**

Le candidat fera clairement apparaître :

- Les délais d'approvisionnement des matériels ;
- Les tâches caractéristiques et les enchainements de tâches entre l'achèvement d'une tâche et la suivante ;
- La liste, l'ordre et le délai des opérations préalables à la réception ;
- La date d'achèvement des travaux.

### **3.3 Prolongation du délai d'exécution**

Les stipulations de l'article 18.2 du CCAG - Travaux sont applicables.

### **3.4 Pénalités pour retard**

Les pénalités visées au présent article sont prévues en complément à l'article 19 du CCAG Travaux. Les montants sont donnés HT.

En cas de retard vis-à-vis des délais fixés au CCTP, au planning d'exécution éventuellement modifié et au présent document, le titulaire encourt sur simple constat et sans mise en demeure les pénalités ci- dessous définies, exprimées en jours calendaires.

#### **3.4.1 Retard dans le délai d'exécution des travaux**

En cas de retard dans l'exécution et l'achèvement des travaux, il pourra être appliqué une pénalité de de 200 € par jour calendaire de retard.



### **3.4.2 Retard dans le délai de remise des documents**

Une pénalité forfaitaire de 100 € par document prévu au CCTP ou au CCAP et par jour calendaire de retard constaté à l'expiration du délai contractuel.

### **3.4.3 Pénalités pour retard dans l'évacuation des déchets**

En cas de retard dans l'évacuation des déchets au-delà du délai fixé par le maître d'oeuvre (minimum de 2 jours), le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.

### **3.4.4 Pénalités pour retard dans la levée des réserves**

En cas de retard dans la levée des réserves, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

## **3.5 Pénalités pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives)**

Les pénalités visées au présent article sont prévues en complément à l'article 19 du CCAG Travaux.

Sur simple constat du maître d'ouvrage et sans mise en demeure, au cas où le titulaire n'exécuterait pas les travaux conformément aux termes du marché, il s'exposerait aux pénalités pour mauvaise exécution suivantes, exprimées en « forfait » ou jours « calendaires ».

Ces pénalités concernent :

- La propreté du chantier et de ses abords, une pénalité forfaitaire de 150 €,
- Le tri des déchets, dépôt de matériels, matériaux, terres et gravois non autorisés, 200 €/infraction,
- Bruit excessif : 450 €/constat de non-respect de la réglementation,
- Dépôt de déchets en dehors des zones prescrites à cet effet : 100 €/infraction,
- Pour absence non justifiée à un rendez-vous de chantier ou à une visite de chantier : une pénalité forfaitaire de 200 €, étant précisé qu'une excuse le matin même de la réunion ou de la visite concernée ne sera pas acceptée,
- Pénalité pour dégradations des espaces verts, installations ou bâtiments du Maître d'ouvrage : 500 € par constat,
- Non-respect d'une prescription du CT et du plan de prévention, une pénalité forfaitaire de 150 €,
- Par jour de présence et par salarié d'un sous-traitant non agréé : 200 €,
- Pénalité pour non-respect des demandes de nettoyage systématiques et journalier dont la prise en charge sera assurée par les entreprises sous la responsabilité du titulaire suivant simple constat établi par le maître d'œuvre ou son représentant 150 €

Les pénalités prévues aux articles 3.4 et 3.5 du présent document sont dues quel que soit leur montant. Celui-ci est notifié pour information au titulaire et sans mise en demeure préalable.

A cet effet, les pénalités seront prélevées sur le décompte mensuel immédiatement postérieur au décompte de pénalité notifié.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

### **3.6 Exécution au frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire n'exécute pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées au marché, ou bien encore n'exécute pas dans une qualité recevable, le maître d'ouvrage pourvoit à ses besoins aux risques et frais dudit Titulaire, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 10 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du maître d'ouvrage, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 4 – PREPARATION DES TRAVAUX**

---

### **4.1 Installation de chantier**

Le titulaire est dans l'obligation de consulter le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre pour planifier ses différentes interventions et devra faire toutes les démarches nécessaires avant l'exécution de ses travaux.

### **4.2 Autres documents fournis avant, pendant et après exécution des travaux**

#### **4.2.1 Dispositions générales**

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre l'ensemble des documents prévus au CCTP par voie dématérialisée. Les documents seront validés par le Maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de leur réception. L'ensemble des documents informatiques doivent être exempts de tous virus connus le jour de leur transmission.

Toute fabrication n'ayant pas reçu l'approbation du Maître d'œuvre peut être refusée par celui-ci. Ainsi, le Maître d'œuvre pourra demander des modifications au titulaire sans supplément de prix, ni de délai.

#### **4.2.2 Documents à fournir pour l'ouverture du chantier**

Avant dépôt d'une demande d'ouverture de chantier, le Titulaire du marché devra fournir pour approbation Maître d'ouvrage, les documents requis figurant au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### **4.2.3 Demande de plans**

Le titulaire passe obligatoirement par l'adresse mail de contact qui figure en page de garde du présent document pour une demande de plan et doit tenir compte d'un délai d'une semaine afin que le Maître d'ouvrage puisse fournir les documents demandés.

#### **4.2.4 Documents à fournir en fin de travaux**

Avant la réception définitive des travaux, le titulaire devra fournir au Maître d'œuvre sous forme de dossier des ouvrages exécutés (DOE) parfaitement agencé et en version dématérialisée et papier, les documents listés au CCTP.

La réception ne pourra être prononcée, en cas de non remise de la totalité des documents cités. En cas de non-respect du délai accordé, il pourra être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents (article 3.4 du présent document).

Enfin, la non-remise des documents au moment de la réception des travaux est de nature à entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire en application des articles 49 à 52 du CCAG-Travaux.

### **4.3 Sécurité et hygiène du chantier**

Le titulaire devra respecter toutes les mesures prévues par le Plan Général de Coordination (PGC). Demême, il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées dans le plan de prévention.

## **ARTICLE 5 – PROVENANCE DES MATERIAUX**

---

Les marques prescrites dans le CCTP le sont pour leurs performances, leur qualité et pour des raisons d'optimisation de la maintenance et d'uniformité du patrimoine du maitre d'ouvrage.

Tout matériel présentant des caractéristiques strictement équivalentes pourra être admis sous réserve de l'avoir précisé dans la DPGF et avec l'accord préalable du maitre d'ouvrage, à défaut de quoi, le matériel installé sera celui stipulé au descriptif au prix indiqué.

## **ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

---

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G-Travaux et des fascicules du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le titulaire est tenu de présenter sur place, sur demande du maître d'oeuvre, les échantillons de matériaux, de fournitures et appareils qu'il se propose d'utiliser. Sauf accord intervenu entre le Maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'oeuvre.

Le titulaire mettra à la disposition du Maitre d'oeuvre ou à son représentant, les appareils de mesure et le personnel nécessaire aux contrôles et essais des installations, aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'à la réception.

Dans le cas où ces vérifications donneraient des résultats insatisfaisants, le coût de vérification serait à la charge du titulaire jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

## **ARTICLE 7 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

---

Les essais et contrôles des ouvrages sont prévus par les fascicules du C.C.T.G., et le cas échéant précisés aux CCTP.

Le titulaire est tenu de fournir tous les échantillons et d'effectuer les essais prévus au marché à ses frais.

Les essais complémentaires éventuels, demandés par le Maître d'Ouvrage, sont à la charge de ce dernier s'ils sont favorables au titulaire et à la charge du titulaire si le résultat conduit à un refus de réception de la partie d'ouvrage.

## **ARTICLE 8 – PRIX**

---

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par le prix global et forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement et détaillé dans le cadre de la DPGF du titulaire.

Il est précisé qu'en cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres hors T.V.A. figurant dans l'Acte d'Engagement (AE) prévaudra sur toutes autres indications.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le titulaire devra installer à ces frais les garde-corps, barrières, bâches et tous les nécessaires pour satisfaire aux règlements de police et pour protéger les ouvrages existants, les personnes, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire est tenu d'assurer à ses frais les transports des matériels, engins, matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages et outils nécessaires à la bonne exécution des travaux.

En cas de perte ou de vol de matériaux, matériels, outillages ou parties de l'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remise en état incombent au titulaire sans que ces dépenses donnent lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage ou à une prolongation de délai.

Pour le nettoyage du chantier, conformément aux dispositions ci-dessous, le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Le Titulaire a la charge de l'évacuation des déblais en tant que de besoin.

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant sont réputées rémunérées par le prix du marché.

Il est précisé qu'aucun emballage ne devra être maintenu ou stocké sur place dans les services de soins, ceux-ci devant être évacués quotidiennement par le Titulaire.

Si cette disposition n'était pas respectée, le Centre hospitalier d'Orange prendra toutes dispositions afin de faire réaliser cette tâche par une Entreprise extérieure, aux frais exclusifs du Titulaire.

Outre le nettoyage de chantier, le Titulaire devra veiller au nettoyage des surfaces terminées avant les Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).

## 8.1 Caractère du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés **par le prix global et forfaitaire** indiqué dans l'Acte d'Engagement et détaillé dans le cadre de la DPGF du titulaire.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

## 8.2 Caractère révisable du prix

Le prix du marché est révisable selon un coefficient de révision obtenu par application de la formule ci-après :

Le coefficient de révision CTn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution est donné par la formule suivante :

$$CTn = 0,35 + 0,65 \times I_n / I_o$$

Dans laquelle Io et In sont les dernières valeurs connues prises par l'index, respectivement au mois zéro figurant en page de garde de l'acte d'engagement ou, à défaut, au mois de remise des offres ; et au mois de réalisation des prestations.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le Titulaire du marché.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de septembre 2025 (mois « Mo ») pour les offres retenues sans négociation et du mois précédent la remise de la dernière offre en cas de négociation.

Les indices de référence utilisés pour la révision du prix du marché sont ceux publiés par l'Insee à savoir :

Lot n°	Dénomination	Indice BT
Lot 01	Maçonnerie – Couverture	BT 06
Lot 02	Etanchéité	BT 53
Lot 03	Cloisons – isolation	BT 08
Lot 04	Menuiseries extérieures aluminium	BT 18 B
Lot 05	Menuiseries intérieures bois	BT 18 A

Lot 06	Revêtements de sols souples	BT 10
Lot 07	Peinture – Nettoyage – Revêtement mural	BT 46
Lot 08	Electricité – Courants Forts – Courants Faibles – SSI	BT 47
Lot 09	Plomberie – Chauffage – Ventilation - Climatisation	BT 38
Lot 10	Ossature bois	BT 54

## **ARTICLE 9 – PAIEMENT – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **9.1 Mode de règlement**

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

### **9.2 Décomptes mensuels**

Conformément à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels au fur et à mesure de l'exécution du marché.

Les projets de décompte sont à transmettre obligatoirement par voie dématérialisée par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » avec pour code service EC60.

Les projets de décompte doivent comporter, outre les mentions légales, les mentions obligatoires suivantes et faire apparaître l'état d'avancement des prestations :

- La date d'émission du projet de décompte ;
- Le numéro unique du projet de décompte ;
- La désignation de l'émetteur du projet de décompte : nom, n° siret et adresse ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ou travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Le numéro de Siret qui identifie le Centre Hospitalier de Vaison la Romaine en tant que destinataire des projets de décompte est : 26840019900017.

Un projet de décompte transmis à tort sous format papier ou par courrier sera rejeté par le service en charge de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des projets de décompte.

Tout autre RIB joint à un projet de décompte ne peut être pris en considération que dans le cas où le titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

### **9.3 Décompte final**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG, le délai de remise au maître d'ouvrage par le titulaire du projet de décompte final dressé par lui commence à courir à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification du PV de réception
- Date de remise des documents demandés en application des articles 40 alinéas du CCAG et 3.5.4 du présent CCAP

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le règlement du solde intervient à compter de la date d'acceptation du décompte général définitif par le Titulaire dans un délai de 50 jours maximum.

Les autres dispositions définies à l'article 13.4 du CCAG Travaux relatives au décompte général et au solde sont applicables.

### **9.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article R2192-11 1° du Code de la commande publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives,

selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier de Carpentras à l'adresse ci-après :

Trésorerie Carpentras Centres hospitaliers  
26 rond-point de l'amitié  
84205 Carpentras cedex  
☎ 04 32 80 30 47

## **ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - AVANCES**

---

### **10.1 Retenue de garantie**

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux. Cette retenue de garantie sera restituée, si le titulaire du marché a rempli toutes ses obligations, dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où le Maître d'ouvrage serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités, réparations diverses imputables au Titulaire du marché, ce dernier devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande en application des articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la Commande Publique.

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

### **10.2 Avances forfaitaires**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux est fixé à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique.



Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le paiement de l'avance est conditionné par la fourniture par le demandeur d'une garantie à première demande couvrant l'intégralité du montant de l'avance.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle solidaire.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R2191-6 à R2191-12 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 11 – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

---

Les rendez-vous de chantier auront lieu sur place, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'Oeuvre. Pour les rendez-vous de chantier où sa présence est requise, le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un technicien qualifié habilité à prendre des décisions financières et techniques engageant l'entreprise dans le cadre de son marché.

A défaut, le titulaire sera réputé absent et s'exposera à la pénalité prévue au 3.4 du présent document. L'information de l'absence du titulaire ou de son représentant le jour de la réunion ne sera pas recevable et entraînera des pénalités.

Les rendez-vous de chantier seront présidés par le Maître d'Oeuvre qui en délivrera le compte-rendu. Le titulaire devra faire connaître, par écrit, dans les huit jours, les réserves qu'il pourrait formuler sur ce compte-rendu.

L'entreprise titulaire sera tenue de fournir avant commencement du chantier le nom de la personne qualifiée responsable du suivi de chantier. Cette personne sera tenue d'assister aux rendez-vous de chantier quand elle sera convoquée (sauf cas de force majeure) et ne pourra pas, sauf exceptions justifiées, se faire remplacer par un autre représentant de l'entreprise.

## **ARTICLE 12 – EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **12.1 Lieux d'exécution des travaux**

Les travaux s'exécutent sur le site du Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine.

Les travaux seront réalisés en site occupé, le Maître d'ouvrage sera particulièrement vigilant sur la qualité du personnel affecté et sur la limitation des nuisances par le titulaire du marché.

### **12.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation. Celle-ci est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Elle commence à courir à compter de la notification du marché ; sa durée est de 15 jours et la date contractuelle de commencement des travaux ne sera pas antérieure au jour de sa date d'expiration.

Il sera procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Établissement et présentation au maître d'oeuvre d'un échéancier prévisionnel des paiements pour l'ensemble des travaux,
- Mise au point des documents demandés dans le cadre du présent CCAP et du CCTP, notamment le modèle de projet de décompte,
- Etablissement des études d'exécution, notes de calcul, études de détail, plans d'exécution, plans de synthèse, plans d'atelier, de fabrication et de chantier nécessaires pour le démarrage des travaux.

Cette liste n'est pas limitative et l'entreprise ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

### **12.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail**

Les études d'exécution et note de calcul [EXE] permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls lots concernés, d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants.

Chaque entrepreneur devra fournir les plans d'exécution, y compris leurs mises à jour successives, les notes de calcul et toutes les justifications qui seraient nécessaires.

En complément et par dérogation à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG Travaux, les plans et autres documents conformes à l'exécution ainsi que les documents listés à l'article 10.3 du présent CCAP sont à fournir à la date des opérations Préalables à la Réception, comme les notices de fonctionnement et d'entretien.

En cas de retard dans la remise des plans ou autres documents à fournir après exécution par le Titulaire, une retenue provisoire égale à 1 000 € (TVA non applicable) est opérée.

Au-delà de 2 mois suivant la date des Opérations Préalables à la Réception, si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis, cette retenue provisoire devient définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suit le régime fiscal des pénalités.

### **12.4 Documents fournis après exécution**

Le titulaire remet au maître d'oeuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE dont le contenu est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de recolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le Titulaire,
- Les notes de calculs
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre établis ou collectés par le Titulaire, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements.

Les dossiers de recolement seront remis au maitre d'ouvrage en 2 exemplaires papier et en version dématérialisée.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maitre d'ouvrage au plus tard à la date des OPR.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un reproductible (clé usb de préférence) au format pdf et DWG.

## **12.5 Gestion des déchets du chantier**

Conformément à l'article 36 du CCAG Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

## **ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX**

---

### **13.1 Généralités**

La réception des travaux sera organisée à la demande du titulaire. Elle doit respecter les délais d'exécution. Elle sera effectuée conformément aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maitre d'ouvrage aura à charge de provoquer les opérations de réception.

### **13.2 Dispositions applicables aux Opérations Préalables à la Réception (OPR)**

Avant toute demande de réception, le maître d'ouvrage organisera une visite des ouvrages à laquelle participera le ou les entreprise(s) dument convoquées à cet effet. Celle-ci a pour objectif d'attirer l'attention de l'entreprise sur la notion de qualité d'achèvement des ouvrages afin d'envisager ladite réception. Cette visite aura pour objet de détecter préalablement à la réception, les non-conformités, les vices apparents et ordonner tous les travaux d'achèvement et de finition de la construction, tels qu'ils résultent du marché, de faire exécuter tous raccords, toutes reprises ou toutes mises au point ainsi que pour donner tous jeux.

Avant cette visite, le Titulaire devra présenter les éventuels certificats de conformité technique.

Les ouvrages devront être présentés par le Titulaire dans un état de propreté satisfaisante.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG Travaux, le procès-verbal des OPR de chaque lot pourra ne pas être dressé et signé sur le champ lors de la visite des OPR, auquel cas, le Maître d'oeuvre établira le procès-verbal des OPR et le transmettra à l'entreprise (par courrier recommandé avec accusé de réception dans les 5 jours suivant les OPR), accompagné de la copie de sa Proposition de Réception au Maître d'ouvrage.

La levée des réserves et le PV (avec annexes) qui la constate seront établis et transmis dans les mêmes conditions.

Ce document vaudra injonction d'exécuter ou de terminer les travaux omis ou incomplets et de remédier durablement et conformément aux règles de l'Art aux imperfections et malfaçons signalées dans le délai notifié et figurant sur le procès-verbal (qui ne pourra excéder 15 jours).

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Elle interviendra à la demande de la partie la plus diligente, soit à l'amiable, soit à défaut judiciairement. Elle est, en tout état de cause, prononcée contradictoirement.

Elle comporte :

- La reconnaissance des ouvrages.
- Les épreuves prévues dans les CCTP.
- La contestation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché.
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

#### **ARTICLE 14 – DELAI DE GARANTIE**

---

Le délai de Garantie de Parfait Achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la réception des travaux.

Le délai de garantie du matériel (pièces et main d'oeuvre) est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, les garanties biennales ou décennales indiquées au CCTG Travaux et celles dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil sont applicables s'agissant des ouvrages et des travaux réalisés.

#### **ARTICLE 15 – ASSURANCES**

---

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à sa prestation.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil. Cette attestation doit être valable à la date d'ouverture du chantier et correspondre aux travaux réalisés pendant toute la durée.
- D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Il devra les communiquer dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et avant tout commencement d'exécution au moyen d'attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

## **ARTICLE 16 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

---

Le Titulaire, le Maître d'Ouvrage, ainsi que son Représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du présent contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en oeuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, du Maître d'Ouvrage, ainsi que de son Représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu public.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au présent contrat.

## **ARTICLE 17 – DONNEES PERSONNELLES**

---

### **17.1 Obligation des parties**

Certaines données transmises par le Maître d'ouvrage au Titulaire en application du présent Contrat constituent des données à caractère personnel.

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent Contrat et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les Parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et du règlement européen (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Le Maître d'ouvrage, en sa qualité de responsable de traitement et le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant au sens des dispositions visées à l'alinéa précédent, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

### **17.2 Obligation du sous-traitant**

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent contrat, conformément aux modalités exposées dans ce dernier et à toutes instructions complémentaires données par le Maître d'ouvrage. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le Pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec le Maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en oeuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du Maître d'ouvrage toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent Article et pour permettre la réalisation d'audits par le Maître d'ouvrage ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au Pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le Maître d'ouvrage par des mesures techniques et organisationnelles appropriées dans toute la mesure du possible, et à permettre l'exercice par les personnes concernées de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations visées au présent Article à une autre entité sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

En cas d'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage, le Titulaire doit reporter dans le contrat de sous-traitance les obligations qui lui incombent au titre du présent Contrat afin que le sous-traitant soit tenu de respecter les mêmes obligations. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de projet de changement de sous-traitant ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent Contrat, ce dernier s'engage à demander l'accord écrit préalable du Pouvoir adjudicateur.

Les données ne peuvent être localisées en dehors du territoire de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le Titulaire communique au Maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dans les sept (7) jours suivant la Date d'Entrée en Vigueur.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

#### **ARTICLE 18 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

---

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'oeuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'une modification de marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du contrat.

Le Titulaire, ou chacun des membres du Groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le Titulaire, ou chacun des membres du Groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition par le Titulaire ; Maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le Titulaire informe ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent Article leur sont applicables. Il reste toutefois seul responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du contrat.

#### **ARTICLE 19 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

## **ARTICLE 20 – VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DES SALARIES**

---

Le Titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8225-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

## **ARTICLE 21 – RESILIATION**

---

### **21.1 Cas de résiliation**

Le Maître d'ouvrage pourra décider de procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du titulaire et sans qu'il ne puisse prétendre à une indemnité et sans mise en demeure préalable, notamment dans les conditions suivantes :

- si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions des articles 18 et 20 du présent document,
- si la mauvaise exécution des travaux et prestations a été relevée, une mise en demeure préalable lui ayant été adressée par lettre recommandée avec avis de réception lui enjoignant de respecter ses obligations, dans un délai fixé par le Maître d'ouvrage et l'informant de la possible résiliation du marché ou au cas où un nouveau manquement serait observé au cours du mois suivant.

Le Maître d'ouvrage pourra également procéder à la résiliation du marché dans les hypothèses visées à l'article 50 du CCAG Travaux.

### **21.2 Indemnité de résiliation**

La résiliation prononcée aux torts du Titulaire (article 50.3 du CCAG Travaux), ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 50.1 (événements extérieurs) du CCAG Travaux, n'ouvrent pas droit à indemnité.

La résiliation prononcée en application de l'article 50.4 du CCAG Travaux ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe de l'élément de mission en cours de réalisation à la date de la résiliation, un pourcentage à hauteur de 5 %.

Le Titulaire devra en faire la demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation, sous peine de forclusion.

En outre, le Titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des travaux et prestations payés. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) quinze jours après la notification de la résiliation du marché.



Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation. Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le Maître d'ouvrage s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au Titulaire dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG Travaux, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le Maître d'ouvrage, verse au Titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le Maître d'ouvrage, d'un nouveau marché ayant le même objet au Titulaire.

## **ARTICLE 22 – ACCES AUX ETABLISSEMENT - IDENTIFICATION**

---

Les personnels du Titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du Maître d'ouvrage sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché.

## **ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG - TRAVAUX**

---

Les dispositions du Cahier des Charges Administratives Générales (CCAG) relatives aux marchés de Travaux sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP),
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

Article du CCAP	Article du CCAG Travaux	Objet
2	4.1	Pièces constitutives du marché
9.3	12.3.2	Décompte final
12.3	40	Plans d'exécution
12.4	40	Documents fournis après exécution
13.2	41.2	Dispositions applicables aux OPR

---ooo000ooo---

## ANNEXE - I -

### NOMENCLATURE DES PLANS

Liste nominative des plans :

Carnet de plans Projet Architecte

N°	DESIGNATION	Echelle
1	Plan de masse - Existant	1/250
2	Plan de masse - Projet	1/250
3	Plan RDC - Existant	1/100
4	Plan RDC - Projet	1/100
5	Plan RDC - Projet	1/50
6	Plan RDC Réseaux - Projet	1/100
7	Plan RDC Faux-Plafond & Electricité - Projet	1/100
8	Plan RDC Etanchéité - Existant	1/100
9	Plan RDC Etanchéité - Projet	1/100
10	Plan RDC - Chantier	1/100
11	Coupe AA – Existant / Projet	1/100
12	Coupes BB & CC - Projet	1/100
13	Façades - Existant	1/100
14	Façades - Projet	1/100
15	Détails - Menuiseries	1/50

Carnet de plans BET DEC Ingénierie :

P18	Vue en plan Béton armé - COUPE	1/50
-----	--------------------------------	------